

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 989^e
SÉANCE

Vendredi 19 novembre 1965,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Points 40 et 41 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Action dans le domaine du développement industriel (suite):</i>	
a) <i>Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions;</i>	
b) <i>Rapport du Secrétaire général</i>	217
<i>Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement: rapport du Conseil économique et social (suite)</i>	
<i>Point 51 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission.</i>	219

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINTS 40 ET 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel (suite) [A/5775 et Add.1, A/5835, A/6070, A/6092; E/3921 et Add.1 à 3; E/C.5/62/Add.1; A/C.2/L.794, L.805, L.809];

a) Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions (E/3869, E/4065);

b) Rapport du Secrétaire général (A/5826, A/6091)

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement: rapport du Conseil économique et social (suite) [A/6093; E/3901 et Add.1 et 2; A/C.2/L.818]

1. M. MØLLER (Danemark), parlant en tant que coauteur du projet de résolution A/C.2/L.809, se félicite de l'élargissement du Centre de développement industriel et appuie la proposition énoncée dans le rapport du Secrétaire général (A/6070) au sujet des nouvelles activités opérationnelles que l'on ne peut entreprendre dans le cadre des procédures actuelles et dont le Centre serait chargé.

2. On doit considérer l'assistance aux pays en voie de développement en vue de leur industrialisation comme un programme permanent de services industriels spéciaux. Les besoins latents doivent être

formulés dans des demandes concrètes. La délégation danoise admet donc, avec le Secrétaire général, que les nouveaux services doivent revêtir un caractère expérimental et être sujets à révision en fonction de l'évolution ultérieure de la situation. Le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution prévoit des dispositions à cette fin.

3. Le problème le plus urgent est de doter les pays en voie de développement de l'infrastructure économique nécessaire à la création d'un système de production générateur de richesses nouvelles. En même temps, on doit renforcer leur autonomie politique par l'indépendance économique et la mise en valeur intégrale de toutes leurs ressources. Le Danemark espère contribuer à ce résultat.

4. L'aide des Nations Unies au financement du développement industriel des pays en voie de développement doit tenir dûment compte de la situation du marché et des ressources disponibles, y compris la main-d'œuvre. Les pays assistés doivent s'efforcer de créer dès que possible des services sociaux et des conditions de travail correspondant aux stipulations des conventions internationales. Dans la phase initiale, les salaires des travailleurs peu qualifiés seront naturellement inférieurs à ceux des pays très développés, mais on pourra utiliser une partie des économies réalisées sur les salaires pour la formation des travailleurs afin de constituer des réserves de main-d'œuvre qualifiée. Dans ses accords bilatéraux, le Danemark a toujours cherché à mener une action parallèle dans le domaine du développement social et de l'éducation et dans celui du développement économique.

5. Il convient de renforcer encore davantage la coopération étroite entre le Centre de développement industriel et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, et les Nations Unies pourraient aussi étudier l'expérience acquise par les entreprises internationales qui sont à l'avant-garde de la technique et de la recherche industrielles. Les Nations Unies pourraient ainsi contribuer au développement industriel, non seulement en aidant les pays en voie de développement à élaborer les projets industriels, mais aussi en aidant tous les pays à mettre au point des politiques de développement industriel. L'association entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés doit constituer la base d'un système rationnel de coopération internationale, fondé sur les progrès de la science et de la technique. Les pays en voie de développement tireraient grand parti des mécanismes éprouvés, efficaces et souples proposés dans le projet de résolution A/C.2/L.809. Le représentant du Danemark espère donc que ce texte recevra l'approbation générale.

6. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que la formation du personnel technique national est vitale si l'on veut hâter l'industrialisation des pays en voie de développement. Bien que la responsabilité en incombe surtout aux pays en voie de développement eux-mêmes, une assistance accrue de la part des Nations Unies est nécessaire pour la mener à bien. Dans sa résolution 1824 (XVII), l'Assemblée générale a reconnu l'importance de ce problème et a prié le Secrétaire général d'établir un rapport spécial sur ce point. Ce rapport (A/3901 et Add.1 et 2) a été examiné par le Conseil économique et social à sa trente-septième session et, aux termes de sa résolution 1029 (XXXVII), le Conseil a transmis le rapport à l'Assemblée générale, aux institutions spécialisées, à l'AIEA, aux commissions économiques régionales et au Comité du développement industriel aux fins d'observations et de recommandations. Le projet de résolution A/C.2/L.818 invite les gouvernements à examiner les recommandations figurant dans le rapport et à communiquer leurs observations au Secrétaire général. La question sera examinée de nouveau par le Comité du développement industriel à sa septième session, par le Conseil à sa quarante-troisième session et par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

7. Le rapport du Secrétaire général (E/3901 et Add.1 et 2) est extrêmement utile. Il s'efforce d'évaluer les besoins en main-d'œuvre des pays en voie de développement en 1975, compte tenu de la situation en 1960. Il ressort des calculs qu'il faudra former environ 400 000 ingénieurs et hommes de science et 1 million de techniciens jusqu'à 1975 pour répondre aux besoins de l'industrialisation. Ce sont des chiffres impressionnants, mais, si les pays en voie de développement ne les atteignent pas, ils ne pourront maintenir le taux de croissance économique nécessaire.

8. On aurait une idée plus précise de la situation si l'on pouvait obtenir des statistiques concernant le personnel formé au cours des sept dernières années dans les pays en voie de développement. Cependant, les calculs nécessaires pour obtenir ces chiffres n'ont pas encore été faits, et il n'a pas non plus été possible de se rendre compte si les services de formation actuels étaient satisfaisants, eu égard aux besoins de personnel technique des pays en voie de développement. Malgré ces lacunes, le rapport contient, aux paragraphes 101 et 102, d'utiles recommandations sur les mesures à prendre par les pays en voie de développement et par les organisations internationales. Il conviendrait ensuite, comme le propose le projet de résolution, de communiquer ces recommandations aux gouvernements aux fins d'observations. On demanderait aussi l'avis des institutions spécialisées, du Programme des Nations Unies pour le développement et des commissions économiques régionales. Quand tous les renseignements nécessaires auront été rassemblés par le Secrétaire général et quand toutes les observations auront été reçues, on aura une idée plus nette de la situation et l'Assemblée générale pourra établir des plans pour le reste de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

9. Le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique doivent continuer de jouer un rôle croissant dans la formation du personnel technique national et les pays industrialisés doivent continuer de fournir une assistance bilatérale à cette fin. La République socialiste soviétique d'Ukraine et tous les autres pays socialistes accomplissent des efforts considérables à cet égard, non seulement en envoyant à l'étranger des experts et du matériel, mais aussi en formant du personnel des pays en voie de développement sur leur propre territoire. Les pays socialistes accordent aussi leur plein appui aux programmes d'industrialisation multilatéraux. Le Centre de développement industriel a beaucoup contribué à favoriser la formation du personnel technique national en organisant des colloques, des cycles d'études et des cours de perfectionnement, en coopération avec les organes d'assistance technique de l'ONU. D'utiles cycles d'études se sont tenus à Minsk, à Beyrouth, en Iran, à Caracas, à Kiev, à Genève, à Prague, et ailleurs. La délégation ukrainienne estime qu'au cours de la préparation des colloques sur l'industrialisation la question de la formation industrielle doit être prise en considération. Le Centre de développement industriel aurait pour tâche de coordonner toutes les activités entreprises dans le domaine de la formation en vue du développement industriel, point qui figure aussi dans le projet de résolution. En conclusion, M. Boiko déclare que toutes les dispositions qu'il a mentionnées figurent dans le projet de résolution A/C.2/L.818, qu'il soumet officiellement à l'examen de la Commission au nom de 17 délégations.

10. M. CHAVEZ (El Salvador) dit que les déclarations d'ordre général ont mis en évidence le vif désir des pays en voie de développement de donner une base solide à leur économie et l'importance qu'ils attachent à l'industrialisation en tant que moyen d'accélérer ce processus. Son pays a mis en place un plan quinquennal de développement qui donne la priorité au développement industriel; il offre des stimulants à l'initiative privée et s'efforce d'attirer les investissements de capitaux étrangers. Son gouvernement croit qu'une nouvelle institution spécialisée représenterait la meilleure manière d'intensifier la coopération internationale en vue de l'industrialisation des pays en voie de développement. Il a par conséquent approuvé la recommandation A.III.1 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement^{1/}. La délégation salvadorienne espère que le projet de résolution A/C.2/L.805, dont elle est l'un des auteurs, recevra un large appui.

11. M. MÖLLER (Suède) souligne que, étant donné son expérience des avantages économiques et sociaux qui résultent de l'industrialisation, la Suède s'intéresse particulièrement aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir le développement industriel des pays en voie de développement. L'objet du projet de résolution A/C.2/L.809, dont sa délégation est coauteur, est d'approuver les plans visant à augmenter les capitaux et le personnel affectés au Centre de développement industriel et, notamment, les propositions du Secrétaire général

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 38.

relatives à des "services industriels spéciaux" qui seraient financés par des contributions volontaires (A/6070, sect. II). Cependant, les auteurs du projet de résolution sont d'avis qu'il est nécessaire de prévoir la participation active des Etats Membres à l'élaboration de la politique générale du Centre et la coordination des activités du Centre avec celles des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales; c'est pourquoi ils ont proposé, au paragraphe 7 du dispositif, que le Conseil économique et social revise le mandat du Comité du développement industriel, de façon à lui permettre de jouer le rôle directeur indispensable pour mener à bien les tâches d'un programme élargi de développement industriel. La délégation suédoise est convaincue que c'est par de tels moyens, plutôt que par la création d'une institution spécialisée, que les meilleurs résultats seront atteints.

12. M. BELEOKEN (Cameroun) dit que son pays, dont l'économie dépend traditionnellement des recettes d'exportation de ses produits agricoles, ne peut espérer connaître un développement économique et social équilibré sans une industrialisation rapide. Par conséquent, il appuie le projet de résolution A/C.2/L.805. Cependant, M. Beleoken propose de remanier le paragraphe 4 du dispositif afin qu'il soit clair que la "décision finale" se rapporte aux statuts de l'institution proposée, plutôt qu'à l'institution elle-même que l'Assemblée générale aurait déjà décidé de constituer aux termes du paragraphe 1 du dispositif. Le paragraphe 2 propose de constituer un comité préparatoire composé de 32 Etats. Etant donné qu'il n'y a pas d'indication concernant les critères appliqués pour fixer ce chiffre, M. Beleoken propose que les auteurs du projet de résolution aient de nouvelles consultations avec les membres de la Commission au sujet du nombre de membres proposé.

13. M. D'ASPREMONT-LYNDEN (Belgique) pense que le rapport du Secrétaire général (A/6070) contient un exposé objectif et réaliste des opinions divergentes sur les méthodes à employer pour élargir le champ d'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation des pays en voie de développement. Sa délégation est contre la création d'une nouvelle institution spécialisée qui, à son avis, ferait double emploi avec les institutions existantes et augmenterait les dépenses d'administration au détriment des capitaux disponibles pour les projets eux-mêmes. La coordination des deux programmes volontaires d'assistance technique et la décision prise de renforcer le Centre de développement industriel rendront disponibles plus de capitaux que par le passé pour les activités de développement industriel, mais ces avantages seraient perdus si une nouvelle institution spécialisée était créée.

14. La délégation belge est disposée à voter en faveur du projet de résolution A/C.2/L.809. Cependant, étant donné que la Belgique a offert une contribution plus importante au Programme des Nations Unies pour le développement, elle ne pourrait prendre aucun engagement en ce qui concerne les nouvelles contributions volontaires mentionnées dans le projet de résolution.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.815)

15. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) [Rapporteur] présente le projet de rapport (A/C.2/L.815), et dit qu'il est constitué de trois parties: la première, qui comprend les paragraphes 1 à 4, reproduit le projet de résolution dont le Conseil économique et social a recommandé l'adoption (A/C.2/L.792) et décrit les autres documents se rapportant au point 51 de l'ordre du jour; la deuxième, du paragraphe 5 au paragraphe 22, rappelle les débats de la Commission sur la question, ainsi que les amendements proposés et les suggestions formulées; le reste du document contient le projet de résolution présenté par la Commission à l'Assemblée générale et un résumé du scrutin intervenu à son sujet.

16. M. Ramaholimihaso désire apporter quelques modifications mineures au projet de rapport avant de le présenter à l'Assemblée générale. Il convient de supprimer le paragraphe 14 et de remplacer le texte cité à l'alinéa g du paragraphe 11 par le texte suivant:

"Décide de créer un comité intergouvernemental unique, composé de [] membres, qui sera dénommé Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement. Afin de respecter le principe de la représentation géographique équitable, [] membres originaires des pays en voie de développement y compris la Yougoslavie, [] membres originaires des pays d'Europe occidentale et d'autres pays, et [] membres originaires des pays socialistes seront élus au Conseil d'administration. Le Conseil d'administration s'acquittera ..."

Il convient en outre d'ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 24:

"Toutefois certains autres membres ont exprimé la crainte qu'une telle interprétation ne soit, dans une certaine mesure, en contradiction avec les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la résolution."

17. M. TARASOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'insérer le texte suivant au début du paragraphe 11 du projet de rapport:

"A la même séance, la délégation de l'Union soviétique a donné son appui à un projet de résolution officieux prévoyant la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, qui deviendraient le Fonds d'équipement. Par la suite, ..."

18. M. Saad KHALIL (République arabe unie) dit que le retrait des amendements présentés par Malte (A/C.2/L.798) est signalé de façon objective au paragraphe 13. Il pensait que le retrait de l'amendement des cinq puissances (A/C.2/L.799/Rev.1) serait indiqué de la même manière au paragraphe 20. Il n'ignore pas que le représentant du Népal a demandé qu'il soit fait mention de cet amendement dans le rapport.

Toutefois, le projet de rapport n'indique pas que l'on a fait objection à l'amendement en question parce qu'il était superflu. M. Khalil propose la suppression du mot "ensuite" à la première ligne du paragraphe 21.

19. M. TELL (Jordanie) propose l'insertion du paragraphe suivant entre les paragraphes 12 et 13 du projet de rapport pour rendre compte de l'accord intervenu à la 974ème séance:

"A la même séance, le représentant de la Jordanie, parlant au nom des auteurs, a fait une déclaration concernant l'accord intervenu entre les pays en voie de développement sur la répartition de leurs sièges au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, laquelle serait la suivante: la première année, sept sièges pour l'Afrique, six pour l'Asie, cinq pour l'Amérique latine et un pour la Yougoslavie; la deuxième année, sept sièges pour l'Afrique, cinq pour l'Asie, six pour l'Amérique latine et un pour la Yougoslavie; la troisième année et les années suivantes, à moins que et jusqu'à ce que la Yougoslavie soit réélue par les pays en voie de développement, sept sièges pour l'Afrique, six pour l'Asie et six pour l'Amérique latine."

20. D'autre part, il conviendrait de mentionner nominativement les pays économiquement plus avancés qui se sont joints aux auteurs des amendements révisés

des 26 puissances en remplaçant la phrase introductive du paragraphe 21 du projet de rapport par le texte suivant:

"Le représentant de la Jordanie, au nom des auteurs, qui comprenaient désormais l'Australie, l'Espagne, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Turquie, a présenté les amendements révisés des 26 puissances (A/C.2/L.795/Rev.2) tendant à:".

21. Enfin, M. Tell fait observer que le texte du paragraphe 20, tel qu'il figure dans le document A/C.2/L.815, reflète exactement ce qui s'est passé et doit être maintenu.

22. M. DIAKITE (Mali) pense que le projet de rapport ne peut pas rappeler tous les points de vue et ne devrait par conséquent refléter que ceux qui n'offrent pas matière à contestation.

23. M. CLARKE (Jamaïque) propose que le projet de rapport soit modifié pour indiquer que les délégations énumérées au début du paragraphe 7 ont été omises par erreur de la liste des auteurs des amendements.

24. Sur la proposition de M. FRANZI (Italie), appuyé par M. OSOGO (Kenya), le PRÉSIDENT invite les délégations à soumettre leurs amendements au Secrétariat, qui les fera distribuer à la séance de l'après-midi.

La séance est levée à 12 h 50.